

Bolivie : les enjeux cachés du coup d'état

vendredi 22 novembre 2019, par [PRASHAD Vijay](#) (Date de rédaction antérieure : 13 novembre 2019).

Le président bolivien, Evo Morales, a été renversé par un coup d'État militaire le 10 novembre. Il se trouve maintenant à Mexico. Avant de quitter ses fonctions, Morales avait participé à un long projet visant à instaurer la démocratie économique et sociale dans son pays longtemps exploité. Il est important de rappeler que la Bolivie a subi une série de coups d'État, souvent menés par l'armée et l'oligarchie pour le compte de sociétés minières transnationales. À l'origine, il s'agissait d'étain, mais l'étain n'est plus la cible principale en Bolivie. Les principaux gisements de lithium, essentiels pour la voiture électrique, constituent son principal objectif.

Au cours des 13 dernières années, Morales a tenté d'établir une relation différente entre son pays et ses ressources. Il n'a pas voulu que les ressources profitent aux sociétés minières transnationales, mais plutôt à sa propre population. Une partie de cette promesse a été tenue, le taux de pauvreté de la Bolivie ayant diminué et la population de ce pays ayant pu améliorer ses indicateurs sociaux. La nationalisation des ressources associée à l'utilisation de ses revenus pour financer le développement social a joué un rôle. L'attitude du gouvernement Morales à l'égard des entreprises transnationales a provoqué une réaction sévère de leur part, beaucoup d'entre elles ayant poursuivi la Bolivie devant les tribunaux.

Au cours des dernières années, la Bolivie a eu du mal à mobiliser des investissements pour développer les réserves de lithium de manière à ramener les richesses dans le pays pour ses habitants. Le vice-président de Morales, Álvaro García Linera, avait déclaré que le lithium était le « carburant qui nourrirait le monde ». La Bolivie était incapable de conclure des accords avec des sociétés transnationales occidentales. Il a décidé de s'associer avec des entreprises chinoises. Cela a rendu le gouvernement Morales vulnérable. Il était entré dans la nouvelle guerre froide entre l'Occident et la Chine. Le coup d'Etat contre Morales ne peut être compris sans un coup d'œil sur cet affrontement.

Clash avec les entreprises transnationales

Quand Evo Morales et le Mouvement pour le socialisme ont pris le pouvoir en 2006, le gouvernement a immédiatement cherché à mettre fin aux décennies de vols commis par des sociétés minières transnationales. Le gouvernement de Morales s'est emparé de plusieurs des activités minières des sociétés les plus puissantes, telles que Glencore, Jindal Steel & Power, anglo-argentine panaméricaine de l'énergie et South American Silver (maintenant TriMetals Mining). Il a envoyé un message indiquant que les activités habituelles ne se poursuivraient pas.

Néanmoins, ces grandes entreprises ont poursuivi leurs activités - sur la base de contrats plus anciens - dans certaines régions du pays. Par exemple, la société transnationale canadienne South American Silver avait créé une société en 2003 - avant l'arrivée au pouvoir de Morales - pour exploiter le Malku Khota en argent et en indium (un métal rare utilisé dans les téléviseurs à écran plat). L'argent sud-américain a alors commencé à s'étendre dans ses concessions. La terre qui, selon elle, était habitée par des Boliviens autochtones, a affirmé que la société était en train de détruire

ses espaces sacrés et de créer un climat de violence.

Le 1^{er} août 2012, le gouvernement Morales – par décret suprême no. 1308 – annule le contrat avec South American Silver (TriMetals Mining), qui demande alors un arbitrage international et une indemnisation. Le gouvernement canadien de Justin Trudeau, dans le cadre d'une [campagne plus vaste menée](#) au nom des sociétés minières canadiennes en Amérique du Sud, a exercé une énorme pression sur la Bolivie. En août 2019, TriMetals a conclu un accord avec le gouvernement bolivien pour un montant de 25,8 millions de dollars, soit environ le dixième de ce qu'il avait demandé auparavant à titre de compensation.

Jindal Steel, une société transnationale indienne, avait un ancien contrat pour extraire du minerai de fer du groupe bolivien El Mutún, un contrat suspendu par le gouvernement de Morales en 2007. En juillet 2012, Jindal Steel a résilié le contrat et a demandé un arbitrage international et une indemnisation pour son investissement. En 2014, elle a gagné 22,5 millions de dollars à la Bolivie grâce à une décision de la Chambre de commerce internationale basée à Paris. Pour une autre affaire contre la Bolivie, Jindal Steel a demandé une indemnisation de 100 millions de dollars.

Le gouvernement Morales a saisi trois installations de la société minière transnationale Glencore, basée en Suisse ; ceux-ci comprenaient une mine d'étain et de zinc ainsi que deux fonderies. L'expropriation de la mine a eu lieu après que la filiale de Glencore s'est violemment affrontée avec des mineurs.

De manière plus agressive, Pan American a poursuivi le gouvernement bolivien en justice pour 1,5 milliard de dollars US pour l'expropriation par l'État de la participation de la société anglo-argentine dans le producteur de gaz naturel Chaco. La Bolivie a réglé 357 millions de dollars en 2014.

L'ampleur de ces paiements est énorme. On [estimait](#) en 2014 que les paiements publics et privés effectués pour la nationalisation de ces secteurs clés s'élevaient à au moins 1,9 milliard de dollars (le PIB de la Bolivie s'élevait alors à 28 milliards de dollars).

En 2014, même le *Financial Times* a [reconnu](#) que la stratégie de Morales n'était pas totalement inappropriée. « La preuve du succès du modèle économique de Morales est que, depuis son arrivée au pouvoir, il [a triplé la taille de son économie](#) tout en augmentant ses réserves de change record. »

Lithium

Les principales réserves de la Bolivie sont en lithium, essentiel pour la voiture électrique. La Bolivie affirme disposer de 70% des réserves mondiales de lithium, principalement dans les salines du Salar de Uyuni. La complexité des activités d'extraction et de traitement a empêché la Bolivie de développer seule l'industrie du lithium. Cela nécessite un capital et une expertise.

La salière se trouve à environ 3 600 mètres au-dessus du niveau de la mer et reçoit de fortes précipitations. Cela rend difficile l'utilisation de l'évaporation solaire. Ces solutions plus simples sont disponibles dans le désert d'Atacama au Chili et dans le Hombre Muerto en Argentine. Des solutions plus techniques sont nécessaires pour la Bolivie, ce qui signifie qu'il faut investir davantage.

La politique de nationalisation du gouvernement Morales et la complexité géographique du Salar de Uyuni ont chassé plusieurs sociétés minières transnationales. Eramet (France), FMC (États-Unis) et Posco (Corée du Sud) n'étant pas en mesure de conclure des accords avec la Bolivie, ils opèrent désormais en Argentine.

Morales a précisé que tout développement du lithium devait être fait avec la Bolivie Comibol – sa compagnie minière nationale – et Yacimientos de Litio Bolivianos (YLB) – sa compagnie nationale de

lithium - en partenaires égaux.

L'année dernière, ACI Systems, en Allemagne, a signé un accord avec la Bolivie. Après les protestations de résidents de la région de Salar de Uyuni, Morales a annulé cette transaction le 4 novembre 2019.

Des entreprises chinoises telles que TBEA Group et China Machinery Engineering ont passé un accord avec YLB. On disait que le groupe chinois Tianqi Lithium, qui opère en Argentine, allait conclure un accord avec YLB. L'investissement chinois et la société de lithium bolivienne expérimentaient de nouvelles méthodes d'extraction du lithium et de partage des bénéfices du lithium. L'idée d'un nouveau pacte social pour le lithium était inacceptable pour les principales sociétés minières transnationales.

Tesla (États-Unis) et Pure Energy Minerals (Canada) ont toutes deux manifesté un vif intérêt pour une participation directe dans le lithium bolivien. Mais ils ne pourraient pas conclure un accord tenant compte des paramètres définis par le gouvernement Morales. Morales lui-même était un obstacle direct à la prise de contrôle des champs de lithium par les sociétés transnationales non chinoises. Après le coup d'Etat, les actions de Tesla ont augmenté de façon astronomique. *Cet article a été produit par [Globetrotter](#), un projet de l'Independent Media Institute.*

Vijay Prashad

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

[VIJAY PRASHAD](#), Counterpunch, 13 novembre

<http://alter.quebec/bolivie-les-enjeux-caches-du-coup-detat/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)